

OBJET DU DOCUMENT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

1^{ère} partie

Création du système d'acquisition dynamique et admission des opérateurs économique.

Référence	FP1056
Titre	Système d'Acquisition Dynamique (SAD) Prestations d'audits techniques de sécurité liées aux besoins planifiés dans le plan de contrôle cybersécurité.

DATES CLES	
Durée de validité du système	3 ans
Date limite de remise des candidatures pour participer à la consultation du 1 ^{er} marché spécifique	11/04/2024 – 12H00

DOCUMENT A LIRE ATTENTIVEMENT

CE DOCUMENT DECRIT LE DEROULEMENT DE CONSULTATION ET EXPLIQUE AUX CANDIDATS COMMENT Y REPONDRE

A CE STADE DE LA CONSULTATION LES CANDIDATS NE REMETTENT QU'UNE CANDIDATURE

PREAMBULE.....	4
1 CONTEXTE	4
1.1 PRESENTATION DE COMUTITRES.....	4
1.2 ENJEUX DU PRESENT SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	4
2 OBJET ET PERIMETRE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	5
2.1 OBJET DU SAD.....	5
2.2 PERIMETRE D'APPLICATION DU SAD	5
2.3 CLASSIFICATION CPV.....	5
2.4 DUREE ET DELAIS DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE	5
2.4.1 Période de validité	5
2.4.2 Prolongation ou réduction de la période de validité	6
2.4.3 Délais des marchés spécifiques.....	6
2.5 MONTANTS DU SAD	6
3 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	6
4 MODALITES DE PARTICIPATION AU SAD : PHASE CANDIDATURE	7
4.1 DATE ET HEURES LIMITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES	7
4.2 FORME JURIDIQUE DU CANDIDAT.....	7
4.2.1 Candidatures individuelles	7
4.2.2 Candidatures en groupement momentanée d'entreprises.....	7
4.2.3 Précisions concernant la sous-traitance.....	8
4.3 INTERDICTION DE SOUMISSIONNER	8
4.4 INTERDICTION DE SOUMISSIONNER EN CAS DE GROUPEMENT ET DE SOUS-TRAITANCE	8
4.5 CONTENU DE LA CANDIDATURE (HORS DUME).....	8
4.6 CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME.....	10
4.7 PRECISIONS CONCERNANT LE GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISE (CO-TRAITANCE).....	10
4.8 PRECISIONS CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE	10
5 EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATS	10
5.1 ADMISSION DES CANDIDATURES.....	10
5.1.1 Dispositions communes	10
5.1.2 Participation à la première consultation du SAD.....	11
5.1.3 Participation aux consultations du SAD	11
5.2 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	11
5.3 REJET DES CANDIDATURES.....	12
6 ORGANISATION DE LA CONSULTATION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	12
6.1 INVITATION A SOUMISSIONNER	12
6.2 DOCUMENTS DE CONSULTATION DES MARCHES SPECIFIQUES.....	12
6.3 DELAI DE REPONSE AUX MARCHES SPECIFIQUES	12
6.4 OBLIGATION DU CANDIDAT DE REPONDRE AUX CONSULTATIONS.....	12
7 MODALITE DE PARTICIPATION AU SAD : PHASE OFFRE	12
7.1 PERIMETRE D'APPLICATION DU SAD	12
7.2 CRITERE DE SELECTION DES OFFRES	13
7.3 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	13
7.4 EXAMEN DES OFFRES	13
7.5 INFRACTUOSITE ET DECLARATION SANS SUITE	13
8 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES.....	14
8.1 DELAIS DE REMISE DES CANDIDATURES	14

8.2	MODALITES DE REPONSE	14
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	14
9.1	NATURE DES COMMUNICATIONS ET ECHANGES D'INFORMATIONS AVEC LES CANDIDATS	14
9.2	QUESTIONS DES CANDIDATS	14
9.3	MODIFICATION DE LA CONSULTATION	15
10	DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE.....	15
10.1	INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS	15
10.2	LES PRECISIONS CONCERNANT LES DELAIS D'INTRODUCTION	15

PREAMBULE

La présente consultation a pour objet la création d'un Système d'acquisition dynamique tel que défini à l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique (CCP). Il est passé en application des articles R2162-37 à R2162-51 du CCP.

Pendant la durée de validité du SAD, les opérateurs économiques répondant aux critères de sélection des candidatures énoncés dans le présent règlement de la consultation sont admis dans une ou plusieurs catégories du SAD afin d'être mis en concurrence en vue de l'attribution de marchés spécifiques. Les candidats admis dans le SAD sont ainsi invités à remettre des offres en vue de l'obtention de ces marchés spécifiques.

Le présent SAD est mis en œuvre de la façon suivante :

- ✓ Publication d'un avis de marché et mise en ligne du dossier de consultation des entreprises pendant toute la durée du système ;
- ✓ Examen des candidatures et admission des opérateurs économiques satisfaisant aux critères dans le système ;
- ✓ Passation d'un marché spécifique à la survenance du besoin : transmission de l'invitation à remettre une offre aux candidats admis dans le système avant le lancement de la consultation ;
- ✓ Analyse des offres et sélection de l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères de sélection définis dans le règlement de la consultation et précisés dans la lettre d'invitation à soumissionner.

1 CONTEXTE

1.1 Présentation de COMUTITRES

COMUTITRES S.A.S est une filiale billettique dont l'actionnaire unique est **Ile-de-France Mobilités** (IDFM).

Elle exerce les activités suivantes :

- L'ingénierie et l'exploitation nécessaires au fonctionnement de la billettique des réseaux de transport en commun en Ile-de-France ;
- La distribution, et la gestion financière des titres de transport au nom et pour le compte d'Ile-de-France Mobilités ;
- La consolidation des données de vente et de recettes pour l'ensemble des titres ;
- Les services rendus aux usagers et aux opérateurs de transport en lien avec la billettique ;
- La réalisation de tout service complémentaire en lien avec la billettique ;
- La réalisation de toutes opérations industrielles et commerciales pouvant se rattacher à l'objet social ;
- La réalisation d'actions de communication générales auprès des usagers pour le compte d'IDFM.

COMUTITRES, à travers son système d'information et de gestion propre, gère environ **4 millions de clients réguliers** du réseau de transport public francilien.

Depuis le 1^{er} juin 2023, les activités du **GIE COMUTITRES** ont été transférées à **COMUTITRES S.A.S**, filiale détenue à 100% par **Ile-de-France Mobilités** (IDFM).

La filialisation n'a pas d'impact majeur sur le périmètre des Systèmes d'information (SI).

*Notamment, il n'existe **pas d'interconnexion** entre le SI de COMUTITRES et celui d'IDFM. Ce sont des SI distincts qui interagissent entre eux : soit par échanges de fichier, soit par API. Dans les deux cas, la sécurité et la maîtrise des flux sont assurés par de multiples dispositifs de sécurité de type filtrage, protection ou surveillance tels que des Firewalls ; OAuth2 ; VPN ; WAF ; chiffrement de données ; MFA ; EDR et XDR ; Bastions d'Administration ; scanners de vulnérabilité.*

1.2 Enjeux du présent Système d'Acquisition Dynamique

Le présent Système d'Acquisition Dynamique a pour objectifs de permettre à COMUTITRES d'être plus réactif selon un modèle opérationnel (Just in Time (JIT)) face aux enjeux de cybersécurité dans un environnement VUCA, caractérisé donc

par volatilité, incertitude, complexité et ambiguïté. Ainsi, il s'agira principalement de permettre à COMUTITRES de faire réaliser les audits techniques de sécurité planifiés dans le plan de contrôle, mais aussi de palier des imprévus et de réagir au plus près des impératifs projets.

2 OBJET ET PERIMETRE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

2.1 Objet du SAD

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un SAD portant sur la présélection d'opérateurs économiques ayant vocation à être mis en concurrence pour l'obtention de marchés spécifiques relatifs aux prestations d'audits techniques de sécurité liées aux besoins planifiés dans le plan de contrôle annuel ou spécifié par COMUTITRES suite à un imprévu vis-à-vis de l'exécution de ce dernier.

2.2 Périmètre d'application du SAD

Le présent SAD est subdivisé en 3 catégories :

CATEGORIE	LIBELLES	EXEMPLES NON EXHAUSTIFS D'AUDITS	QUANTITES ESTIMEES
1	Tests d'intrusion	interne, externe, web, en boîte blanche, grise ou noire.	15 à 24 par an
2	Evaluations techniques	red team, purple team basées sur un scénario préalablement défini par Comutitres.	2 à 6 par an
3	Autres audits techniques	audit d'infrastructure, revue de code, revue de configuration, audit de conformité.	12 à 15 par an

Chaque candidat peut se positionner sur une ou plusieurs catégories, voire l'ensemble des catégories. Les candidatures seront examinées dans les conditions indiquées au présent Règlement de la Consultation (RC). Au fur et à mesure des besoins, les opérateurs agréés seront consultés en fonction de la catégorie de prestation à acheter.

2.3 Classification CPV

Nomenclature principale

Numéro de nomenclature CPV	Intitulé
72810000-1	Services d'audit informatique.

Nomenclature complémentaire

Numéro de nomenclature CPV	Intitulé
72000000-5	Services de technologies de l'information, conseil, développement de logiciels, Internet et appui.
72150000-1	Services de conseil en audit informatique et services de conseil en matériel informatique.

2.4 Durée et délais du Système d'Acquisition Dynamique

2.4.1 Période de validité

Le présent système d'acquisition dynamique est valide et ouvert pendant 3 ans à compter de sa publication au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Si les marchés spécifiques ne peuvent être conclus qu'avec les candidats admis (procédure restreinte), le SAD est cependant un **système ouvert aux nouvelles candidatures pendant toute sa période de validité**. COMUTITRES accordera, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y participer.

2.4.2 Prolongation ou réduction de la période de validité

Le SAD est mis en place pour une durée de 3 ans. Cette durée de validité pourra être modifiée. Le cas échéant, la modification sera communiquée suivant les dispositions de l'article R2162-40 du CCP. Les opérateurs agréés seront informés par écrit de la modification de la période de validité et de ses conséquences.

Il peut être mis fin au SAD sur décision de COMUTITRES. Cette décision est notifiée aux candidats admis dans le système et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques en cours d'exécution.

Conformément à l'article R2162-40 du Code, en cas de fin anticipée du SAD, un avis d'attribution est publié par COMUTITRES.

La fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit.

2.4.3 Délais des marchés spécifiques

Lorsqu'un besoin est identifié, COMUTITRES consulte les candidats admis en vue de la conclusion d'un marché spécifique.

Le délai laissé pour remettre une offre est au moins égal à 10 jours. Toutefois, un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés.

La formalisation du marché spécifique intervient après analyse des offres et un processus de validation administrative. Les entreprises consultées devront être en capacité de maintenir leur offre pendant un « délai de validité des offres » qui sera indiqué par COMUTITRES lors de chaque consultation.

Les délais de livraison et la durée des prestations sont indiqués dans les marchés spécifiques qui peuvent s'exécuter sous la forme d'un marché ordinaire, d'un accord-cadre avec marchés subséquents et/ou bons de commande.

2.5 Montants du SAD

A titre indicatif et non contractuel, le présent Système d'Acquisition Dynamique est défini un montant annuel estimé à 230 000,00 €HT.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par COMUTITRES au cas où le cumul des dépenses sur marchés spécifiques n'atteindrait pas le montant annuel indiqué.

3 MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Pendant toute la durée de validité du SAD, le DCE est téléchargeable gratuitement et en libre accès sur le profil acheteur de COMUTITRES accessible à l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/entreprise>

Il est composé des pièces suivantes :

- ☞ Le présent règlement de la consultation :
 - **1^{ère} partie : Création du système d'acquisition dynamique – Admission des opérateurs économiques ;**
- ☞ Les annexes au règlement de la consultation :
 - Annexe 1 : Dispositions relatives à la dématérialisation ;
 - Annexe 2 : Cadre de réponse de candidature ;
 - Un modèle de DC1 (lettre de candidature / co-traitance) ;
 - Un modèle de DC2 (déclaration du candidat).

Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ayant vocation à régir les marchés spécifiques passés sur le fondement du présent SAD, commun à toutes les catégories.



L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils ne s'identifient pas sur la plateforme lorsqu'ils téléchargent le DCE, ils ne seront pas informés des éventuels rectificatifs du dossier de consultation ni des questions-réponses qui y seraient déposées.

4 MODALITES DE PARTICIPATION AU SAD : PHASE CANDIDATURE



Les opérateurs économiques, candidats au SAD, doivent identifier dans le cadre de réponse de candidature, les catégories pour lesquelles ils déposent une candidature.

4.1 Date et heures limites de réception des candidatures

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du SAD. En revanche, seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque marché spécifique seront invitées à remettre une offre.

4.2 Forme juridique du candidat

L'opérateur économique peut présenter sa candidature seul (candidature individuelle) ou associé à d'autres opérateurs économiques (groupement momentané d'entreprises et/ou de sous-traitants) conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique.

4.2.1 Candidatures individuelles

Le fait de déposer une candidature individuelle n'interdit pas au candidat de faire appel plus tard à la sous-traitance lors d'un marché spécifique.

4.2.2 Candidatures en groupement momentané d'entreprises

Les opérateurs économiques peuvent faire acte de candidature sous forme de groupement momentané d'entreprises, conjoint ou solidaire.

Aucune forme de groupement n'est imposée par COMUTITRES.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.



Il est précisé qu'un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Par ailleurs il est les opérateurs économiques sont informés que :

- Il leur est interdit de présenter pour le présent SAD plusieurs offres sur un marché spécifique en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- Il leur est interdit de présenter pour le présent SAD plusieurs offres sur un marché spécifique en agissant en qualité de membre de plusieurs groupements.

La composition des groupements peut être modulée selon les catégories sur lesquelles le candidat se positionne. Il convient alors faire des candidatures distinctes (plis et dépôt de plis séparés).

4.2.3 Précisions concernant la sous-traitance

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations d'un marché spécifique objet du présent SAD, sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 Du Code de la commande publique.

Les candidats devront obtenir de COMUTITRES l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A cet effet, il communique un formulaire DC4 rempli par sous-traitant. Il est rappelé aux candidats que la sous-traitance de l'intégralité des prestations définies dans un marché subséquent est interdite.

4.3 Interdiction de soumissionner

Outre les interdictions de soumissionner obligatoires définies aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique et l'obligation d'être en règle vis-à-vis des articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés, COMUTITRES retient, en application des articles L2141-7 à L2141-11 du Code précité, les interdictions de soumissionner facultatives suivantes :

- les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de COMUTITRES, ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du présent marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ;
- les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens ;
- les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner obligatoire ou facultative, il en informe, sans délai, COMUTITRES. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

4.4 Interdiction de soumissionner en cas de groupement et de sous-traitance

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, COMUTITRES exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, COMUTITRES exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

4.5 Contenu de la candidature (hors DUME)

Le dossier de candidature remis par les opérateurs économiques comprend les documents suivants :

- ☞ Une **lettre de candidature ou formulaire DC1**, dûment complétée ;

En cas de co-traitance, une seule lettre de candidature sera établie pour l'ensemble du groupement. Elle précisera la nature du groupement et désignera le mandataire.

Si le candidat n'utilise pas le formulaire DC1, la déclaration sur l'honneur à fournir doit reprendre celle de l'art. R. 2143-3 du CCP, déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

☞ La **déclaration du candidat** (imprimé DC2) ou du membre du groupement, dûment complétée.

Bien que joints au présent DCE, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont également disponibles sur le site internet du ministère de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

☞ Au titre de la **capacité juridique** :

Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés, justifiant qu'il a été habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible du marché.

☞ Au titre de la **capacité économique et financière** :

Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du SAD pour les trois dernières années disponibles, si elle ne figure pas dans le DC2 ou dans le modèle de cadre de réponse de candidature fourni (cf. Annexe 2 du présent RC).

☞ Au titre de la **capacité technique et professionnelle** :

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au cours des trois dernières années disponibles ainsi que les effectifs moyens annuels dans la branche objet du SAD ;
- Une déclaration indiquant la qualification PASSI obtenue ou équivalent ;
- Une déclaration indiquant le nombre de salariés au sein de l'entreprise disposant d'au moins une des certifications indiquées pour chaque catégorie du SAD.
- Une liste des principales prestations de même nature réalisées au cours des trois dernières années.

Ces éléments sont à fournir par le candidat s'ils ne figurent pas dans le DCE2 ou dans le modèle de cadre de réponse de candidature fourni (cf. Annexe 2 du présent RC).

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par COMUTITRES, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par COMUTITRES.



COMUTITRES attire l'attention des candidats sur le fait que les éléments relatifs à leur capacité technique, financière et professionnelle, peuvent être renseignés dans le modèle de cadre de réponse candidature prévu à cet effet (annexe 2 du présent RC).

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que COMUTITRES peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Attention, cette faculté ne peut concerner que des documents génériques, et en aucune façon des documents qui ne peuvent, de par leur nature même, qu'être spécifiques à la consultation en cours.

4.6 Candidature sous forme de DUME

En application de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques peuvent présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME).

4.7 Précisions concernant le groupement momentané d'entreprise (Co-traitance)

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

4.8 Précisions concernant la sous-traitance

- Candidature hors DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC4 (Déclaration de sous-traitance) ci-joint au document de la consultation dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

- Candidature sous forme de DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct contenant les informations nécessaires à l'analyse de ses capacités.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord cadre, il renseigne la partie II-D du DUME.

Les soumissionnaires devront remettre les documents listés ci-dessus.

5 EXAMEN ET SELECTION DES CANDIDATS

5.1 Admission des candidatures

5.1.1 Dispositions communes

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection est admis au sein du système d'acquisition dynamique.

Une décision d'admission au SAD (précisant la (es) catégorie(s)) via la messagerie du profil acheteur Maximilien est transmis au candidat admis. A compter de cette décision, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux marchés spécifiques lancés.



L'admission des candidatures se fait catégorie par catégorie. Ainsi, l'opérateur économique souhaitant participer aux mises en concurrence des marchés spécifiques d'autres catégories que celles pour laquelle ou lesquelles il a été d'ores et déjà admis, doit au préalable déposer un nouveau dossier de candidature pour la (es) nouvelle(s) catégorie(s).

Conformément à l'article R.2162-47 du CCP, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, COMUTITRES pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Un candidat peut, sur demande écrite adressée à COMUTITRES, demander à sortir du système d'acquisition dynamique. La sortie du candidat est réputée acquise à la date de notification de la demande écrite.

5.1.2 Participation à la première consultation du SAD

Les candidats doivent déposer leur dossier de candidature avant la « date limite de réception des candidatures pour participer à la première consultation » indiquée en page de garde du présent document.

COMUTITRES se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la date limite de réception des candidatures précitée.

Ce délai de dix (10) jours peut être porté à quinze (15) jours ouvrables selon les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article R.2162-45 du Code de la commande publique.

Seuls les candidats admis avant la date estimative du premier marché spécifique seront invités à ce marché spécifique.

5.1.3 Participation aux consultations du SAD



Pour rappel, les opérateurs économiques peuvent déposer à tout moment un dossier de candidature.

COMUTITRES se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à quinze (15) jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat. Si un candidat n'a pas fourni les documents ou renseignements demandés à l'issue de ce délai, COMUTITRES déclare sa candidature irrecevable et le candidat n'est pas admis dans le SAD. Toutefois, COMUTITRES peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures tant qu'un marché spécifique n'est pas lancé.

5.2 Critères de sélection des candidatures

Les critères de sélection des candidatures pour chaque catégorie sont les suivants :

CATEGORIES	CRITERES DE SELECTION
Tests d'intrusion	Qualification PASSI ou équivalent Justifier de la présence au sein de l'entreprise ou de sa branche Cybersécurité, d'au minimum 35 % de salariés disposant d'au moins une des certifications à jour suivantes : PNPT, CPTS, GPEN, OSCP, OSCE(3), CBBH, OSWA, OSWE ou équivalent
Evaluations techniques	Qualification PASSI ou équivalent Justifier de la présence au sein de l'entreprise ou de sa branche Cybersécurité, d'au minimum 35 % de salariés disposant d'au moins une des certifications à jour suivantes : C RTP, CRTO, CRTE , ou équivalent
Autres audits techniques	Qualification PASSI ou équivalent Justifier de la présence au sein de l'entreprise ou de sa branche Cybersécurité, d'au minimum 35 % de salariés disposant d'au moins une des certifications précédemment mentionnées, ou équivalent, dans les domaines de revue de code et de configuration en web apps, mobile apps, API, bases de données.

5.3 Rejet des candidatures

Le candidat ne satisfaisant pas ou plus aux critères de sélection des candidatures conformément aux stipulations ci-dessus en est avisé par message transmis via le profil acheteur Maximilien de COMUTITRES.

6 ORGANISATION DE LA CONSULTATION DES MARCHES SPECIFIQUES



Pour cette deuxième phase de la procédure,
Seuls les candidats admis dans le SAD pourront remettre une offre.

6.1 Invitation à soumissionner

A la survenance d'un besoin, tous les candidats admis dans le Système d'acquisition dynamique sont invités simultanément et par écrit à remettre une offre pour la catégorie correspondant au marché spécifique concerné. La remise des offres aux marchés spécifiques est faite sur le profil acheteur en accès restreint. Seuls les candidats admis au SAD reçoivent un message (via la messagerie sécurisée du profil acheteur) comprenant un lien de téléchargement vers le dossier de consultation et un mot de passe pour y accéder.

6.2 Documents de consultation des marchés spécifiques

Sous réserve de compléments et/ou modifications apportées par l'invitation à soumissionner, le contenu du dossier de consultation remis aux candidats du marché spécifique comporte notamment les pièces suivantes :

- ☞ **une invitation à soumissionner** précisant les règles de la consultation du marché spécifique qui peuvent prévoir la possibilité de présenter des variantes ;
- ☞ **le CCP du marché spécifique** ;
- ☞ un ou plusieurs **cadres/questionnaires** en vue de l'analyse des critères ;
- ☞ une ou plusieurs **annexes financières** (ex : BPU/DQE/scénario, etc.).

Les clauses générales fournies dans le DCE du SAD ont vocation à régir les marchés spécifiques. Les documents particuliers du marché spécifique, peuvent déroger aux clauses générales.

6.3 Délai de réponse aux marchés spécifiques

Le délai de réception des offres est précisé dans l'invitation à soumissionner. Il ne pourra être inférieur à 10 jours sauf accord contraire de l'ensemble des candidats admis au système.

6.4 Obligation du candidat de répondre aux consultations

Les candidats admis au SAD ne sont pas tenus de répondre impérativement aux consultations lancées par COMUTITRES. Les candidats ne remettant pas d'offres aux consultations peuvent manifester, par tous moyens via Maximilien, les motifs de leur choix.

Les documents particuliers communiqués lors de la mise en concurrence pour un marché spécifique listent et définissent les prestations sollicitées par COMUTITRES.

7 MODALITE DE PARTICIPATION AU SAD : PHASE OFFRE

7.1 Périmètre d'application du SAD

Pour rappel, le présent SAD est subdivisé en 3 catégories :

CATEGORIE	LIBELLES	EXEMPLES NON EXHAUSTIFS D'AUDITS	QUANTITES ESTIMEES
1	Tests d'intrusion	interne, externe, web, en boîte blanche, grise ou noire.	15 à 24 par an
2	Evaluations techniques	red team, purple team basées sur un scénario préalablement défini par Comutitres.	2 à 6 par an
3	Autres audits techniques	audit d'infrastructure, revue de code, revue de configuration, audit de conformité.	12 à 15 par an

7.2 Critère de sélection des offres

Les marchés spécifiques sont attribués aux candidats du SAD dont l'offre est reconnue comme économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection qui seront précisés dans la lettre de consultation spécifique à chaque besoin.

Ces critères et leur fourchette de pondération sont préétablis de la façon suivante :

CRITERES	PONDERATION
Valeur technique	De 20% à 70%
Prix	De 30% à 80%

A l'initiative de COMUTITRES, les critères peuvent le cas échéant être affinés par des sous-critères pondérés. Le total de la pondération de tous les critères sera de 100 %.

7.3 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

A l'initiative de COMUTITRES, la lettre de consultation peut prévoir :

- la possibilité pour les soumissionnaires de proposer une ou plusieurs variantes à leur initiative ;
- la possibilité ou l'obligation pour les soumissionnaires de proposer / formuler une variante à l'initiative de COMUTITRES ;
- la possibilité ou l'obligation pour les soumissionnaires de proposer / formuler une ou plusieurs prestations supplémentaires éventuelles (PSE), obligatoires et/ou facultatives, à l'initiative de COMUTITRES.

7.4 Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées (article R2152-1 du Code de la commande publique). Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres (article R2152-2 du Code de la commande publique).

COMUTITRES peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

En cas de discordance constatée dans une offre, l'acte d'engagement prévaut sur les autres pièces. Si le soumissionnaire concerné est retenu, son offre fera l'objet d'une mise au point

7.5 Infirmité et déclaration sans suite

Dans hypothèse où, en réponse à une consultation, seules des offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières ont été présentées ou si aucune offre ne lui a été transmise, COMUTITRES peut recourir à une procédure hors SAD.

COMUTITRES peut, à tout moment, déclarer la consultation sans suite.

8 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

Conformément aux dispositions des articles R2132-7 du code de la commande publique, les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur dossier exclusivement par voie électronique via la plateforme Maximilien. Les modalités de remises des plis dématérialisés figurent à l'annexe 1 du présent document.

8.1 Délais de remise des candidatures

DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES POUR LE 1^{ER} MARCHE SPECIFIQUE : 11/04/2024

HEURE LIMITE DE RECEPTION / 12H00

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure fixées ci-dessus ne pourront pas participer à la consultation relative au 1^{er} marché spécifique, ceux ne respectant pas scrupuleusement les dispositions indiquées dans le présent article seront rejetés sans être analysés.

8.2 Modalités de réponse

La remise par voie électronique ne peut se faire que sur la plate-forme de dématérialisation Maximilien. Les télécopies ou envois par e-mail pour la remise des offres ne sont pas autorisés.

Les opérateurs économiques disposent sur le site d'une aide, pour les procédures électroniques, exposant le mode opératoire relatif au dépôt des dossiers.

Dans le cas où une candidature est susceptible d'entraîner la transmission de documents volumineux, et pour éviter tout retard consécutif aux aléas de transmission électronique qui pourraient en résulter, il appartient à l'opérateur économique d'envoyer son pli électronique dans les temps.

Il est à noter que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à remettre.

Pour information, la taille des fichiers déposés sur Maximilien ne peut excéder 1Go et la taille maximale des dépôts est de 4Go.

Lors de son dépôt, le candidat devra s'assurer d'obtenir :

- Une justification de la plateforme de dématérialisation ;
- Une preuve de la date de réception de l'offre soit au moyen d'un accusé de réception en cas d'envoi mail, soit en demandant directement la production d'un récépissé.

Les indications détaillées, relatives notamment à la remise d'une copie de sauvegarde et le fonctionnement de la plateforme Maximilien, sont présentées en annexe du présent document.

9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Nature des communications et échanges d'informations avec les candidats

Les communications et les échanges d'informations, dont l'envoi des candidatures lié à la présente consultation, sont effectués uniquement par voie électronique, conformément à la réglementation.

Les candidats ne peuvent pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature.

9.2 Questions des candidats

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation MAXIMILIEN. Les réponses sont envoyées aux candidats **six jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

COMUTITRES se réserve la possibilité de ne pas donner suite aux questions posées par les entreprises si celles-ci sont communiquées postérieurement à un délai de 10 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures.

9.3 Modification de la consultation

COMUTITRES se réserve la possibilité d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des candidatures, des modifications de détail liées à la remise des candidatures.

Toutefois, ces modifications ne pourront pas porter sur les éléments substantiels de la consultation et notamment les modalités de remise de candidatures.

En cas de modification substantielle, un délai supplémentaire de remise des candidatures sera accordé aux sociétés.

Les entreprises ayant retiré le DCE et s'étant identifiées sont informées par la Plateforme Maximilien de la modification intervenue. De ce fait, l'attention des candidats est attirée sur la nécessité de s'identifier lors du retrait du DCE.

10 DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

Le droit français est le seul droit applicable.

10.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal judiciaire de PARIS

Parvis du tribunal de Paris
75859 Paris Cedex 17
Téléphone : 01 44 32 51 51

10.2 Les précisions concernant les délais d'introduction

Les précisions concernant les délais d'introduction des recours pourront être obtenus auprès du :

Greffes du Tribunal judiciaire de PARIS

Parvis du tribunal de Paris
75859 Paris Cedex 17
Téléphone : 01 44 32 51 51

ANNEXE 1 - MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES DEMATERIALISEES

Conditions de remise des candidatures et des offres par voie dématérialisée

Pour rappel, et conformément aux dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur dossier exclusivement par voie électronique via <https://www.maximilien.fr/>.

Chaque document dématérialisé doit être numéroté et intitulé clairement et lisiblement conformément aux mentions du règlement de la consultation (Exemple : 1_DC1, 2_DC2, 3_déclaration des effectifs etc...)

Dans l'hypothèse d'une candidature groupée, la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement incombent au mandataire.

Le dossier offre ne peut être déposé que sous les formats suivants : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls et .xlsx, ainsi que les fichiers de type ODF (odt et .ods).

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que son offre ne soit pas trop volumineuse.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la personne publique peut faire l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de l'opérateur de la plateforme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.maximilien.fr/>.

Attention aux filtres anti-spam :

Les courriels envoyés par la plateforme le sont depuis l'adresse électronique : nepasrepondre@maximilien.fr

Il convient donc d'ajouter cette adresse dans la liste blanche de votre serveur/client de messagerie/logiciel tiers anti-spam afin que les courriels envoyés depuis Maximilien ne soient pas filtrés.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut, à titre de copie de sauvegarde, transmettre sur support physique électronique (clé USB) son offre. Cette copie de sauvegarde doit impérativement parvenir avant la date et l'heure limite de remise de l'offre fixée dans le présent règlement de la consultation.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans une enveloppe fermée comportant la mention lisible de « COPIE DE SAUVEGARDE pour la consultation relative **au SAD « Audits techniques de sécurité »**.

A défaut d'une telle mention l'offre sera déclarée irrecevable.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte par le Pouvoir Adjudicateur que dans les cas suivants, lorsque le pli :

- contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;
- est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète ;
- est réceptionnée hors délai, si Comutitres dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- n'a pas pu être ouverte par Comutitres.

En cas de difficulté de la remise des offres sur la plateforme dématérialisée, le soumissionnaire doit s'adresser à la hotline de la plateforme Maximilien.

Il est fortement conseillé de déposer une copie de sauvegarde sur clé USB.



Cette copie de sauvegarde peut être déposée à l'adresse suivante :

COMUTITRES S.A.S
Service Achats
21, Boulevard Haussmann
75009 Paris
"NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER"
SAD « Audits techniques de sécurité » – Phase candidature

Conformément à l'annexe 6 du code de la commande publique, modifié par l'arrêté du 14 avril 2023, le candidat ou le soumissionnaire peut remettre une copie de sauvegarde par voie électronique à condition que ce dépôt se fasse dans le respect de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Signature et notification de l'accord-cadre

L'offre électronique ne requièrent pas de certificat électronique de signature. La remise de documents numérisés suffit.

Au stade de l'attribution, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement l'Acte d'Engagement.

Dans ce cas il devra le faire application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Par conséquent le candidat doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature du signataire,
- 2) à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

Rappel général :

- Un fichier zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément électroniquement.

a) Les exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

<https://www.numerique.gouv.fr/>
<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par Comutitres.

Dans ce deuxième cas, le signataire transmet à titre de justificatifs les informations suivantes :

- la procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification... ;
- les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;

- l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

b) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé par Maximilien il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ainsi le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.) ; la fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour Comutitres (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).